POWERED BY

CREDENDO

ÉCONOMIE ET FINANCES
tendances Trends

L'ATLAS DES RISQUES MONDIAUX

Inflation, dettes, climat, démographie et conflits armés obscurcissent notre avenir. Mais il reste des lueurs d'espoir.

Économie et finances tendances Trends

3

CREDENDO/TRENDS-TENDANXES

Les risques géopolitiques

Une dizaine de conflits sont latents à travers la planète. Un renforcement des organisations régionales de coopération (Union européenne, Asean, Ligue arabe, etc.) pourrait contribuer à les désamorcer.

6

CREDENDO/TRENDS-TENDANXES

Les dettes publiques

Les dettes publiques atteignent une ampleur inédite et leur restructuration paraît très aléatoire. Heureusement, les taux d'intérêt montent beaucoup moins vite que l'inflation.

8

CREDENDO/TRENDS-TENDANXES

Le réchauffement climatique

Les impacts des dérèglements climatiques se font ressentir partout mais avec une intensité accrue en Afrique et en Asie du Sud-Est. Et les efforts pour enrayer le phénomène restent insuffisants.

12

CREDENDO/TRENDS-TENDANXES

Le risque démographique

Les régions qui connaissent la plus forte croissance démographique sont également celles qui sont les plus soumises aux effets du réchauffement climatique.

14

CREDENDO/TRENDS-TENDANXES

Le risque inflationniste

Le pic est sans doute derrière nous mais nos économies devront réapprendre à vivre avec de l'inflation. Et ce n'est pas forcément une mauvaise chose.

Coopérer pour désamorcer les risques

CHRISTOPHE DE CAEVEL, JOURNALISTE

Conflits armés, climat, inflation, dette et démographie, nous avons traduit l'impact de ces risques à travers cinq planisphères. Un rapide coup d'œil nous montre que l'Afrique cumule les dangers et que l'Amérique du Nord semble relativement épargnée. C'est peut-être paradoxal mais il ne faudrait toutefois pas se limiter à étudier ces cartes d'un œil strictement géographique. D'une part, les cinq risques étudiés interagissent entre eux. Le réchauffement a des conséquences démographiques et la transition énergétique impose de lourds investissements et donc de l'endettement. D'autre part, ces risques imposent une action préventive suprarégionale, voire planétaire. Rien ne sert d'être le premier de classe, d'avoir la bonne couleur sur une ou plusieurs de nos cartes, si les résultats globaux sont insuffisants. Si des dizaines d'Etats font défaut sur leur dette, leurs créanciers parfois à l'autre bout du monde en subiront les conséquences ; si les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, les efforts de réduction de tel ou tel pays s'avéreront totalement vains. Ces cinq cartes présentent cinq facettes d'un monde en danger. Et seule une large coopération permettra de vaincre ces périls.

LES RISQUES GÉOPOLITIQUES

La Russie a ramené le risque politique au cœur de l'Europe

Une dizaine de conflits sont latents à travers la planète. Un renforcement des organisations régionales de coopération (Union européenne, Asean, Ligue arabe, etc.) pourrait contribuer à les désamorcer.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

1. Quelles sont les zones où se situent les risques les plus aigus?

L'année 2022 nous a brutalement rappelé que le continent européen pouvait toujours être le théâtre de conflits militaires et de tentatives d'annexion d'un Etat voisin. Ce sera encore le cas en 2023 car la guerre en Ukraine devrait se prolonger encore quelque temps. Mais peut-être pas dans la même ambiance générale. "Plus le conflit va durer, plus l'Europe sera confrontée à un double problème, affirme Tanguy Struye, professeur de relations internationales et directeur du Centre d'étude des crises et des conflits internationaux (UCLouvain). D'une part, celui du soutien de la population, qui risque de se réduire en raison de l'impact sur l'économie. D'autre part, celui des stocks militaires que nous devrons reconstituer si nous voulons continuer à aider l'Ukraine." Si, en plus de l'inflation, il devait y avoir des pénuries d'énergie dans les prochains mois, les gouvernements européens pourraient se retrouver face à de fortes tensions sociales. "Je ne dis pas qu'il y aurait des conflits armés mais nos pays pourraient entrer dans une période d'instabilité, redoute Tanguy Struye. Ils pourraient bien changer de couleur sur votre carte des risques politiques."

Vous aurez aussi noté la présence, sur notre carte en page 5, d'un autre point rouge au cœur de l'Europe: l'une des entités de la Bosnie (la république serbe de Bosnie) menace de faire sécession et cela pourrait avoir de lourdes conséquences dans les Balkans. "Il ne faudrait certainement pas négliger l'enjeu bosniaque et l'enjeu serbe, insiste Tanguy Struye. Les Serbes, tant de Bosnie que de Serbie, sont restés très proches de la Russie. Dans les circonstances actuelles, Poutine a intérêt à susciter l'instabilité là où il le peut, les Européens devront y être très attentifs."

Autre "dégât collatéral" possible de la guerre en Ukraine: le regain de tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce conflit refait périodiquement surface depuis plusieurs années mais la nouvelle donne, c'est que l'Azerbaïdjan figure désormais parmi les alternatives au gaz russe et que cela peut potentiellement placer l'Europe dans une situation bien ambiguë.

CONTRE-OFFENSIVE de l'armée ukrainienne près de Donetsk.

REUTERS

2. Quelles sont les zones où les choses s'améliorent?

Tanguy Struye pointe deux sources d'amélioration. La première, c'est le Venezuela. Avec l'appui des Etats-Unis, de la Norvège et de la France, ainsi que de la Colombie voisine, le dialogue a repris entre le président Nicolas Maduro et ses opposants. "Ce n'est pas gagné, il faut rester attentif mais j'espère que sur cette carte des risques politiques, le Venezuela ne sera plus dans un rouge aussi foncé à l'avenir", dit-il.

La seconde amélioration, c'est l'Iran, où le pouvoir religieux est bousculé par des manifestations. "Si ce mouvement devait déboucher sur une révolution et l'instauration d'une démocratie en Iran, cela changerait complètement la donne, explique le professeur. Tous les équilibres au Moyen-Orient jusque dans le Caucase seraient impactés. N'oublions pas non plus les enjeux économiques, car nous sommes là sur l'une des nouvelles routes de la soie. Pour moi, l'Iran est vraiment l'un des principaux pivots de 2023. Si une démocratie devait s'y installer, l'impact serait encore plus important pour l'Europe – dans un sens positif cette fois – que la guerre en Ukraine." N'oublions pas que l'économie iranienne est l'une des plus solides de la région, notamment grâce à son gaz et son pétrole. Cela dit, pas d'emballement: le printemps arabe de 2011 a bien rappelé que révolution ne rimait pas forcément avec amélioration...

3. A quelles évolutions s'attendre dans les prochaines années?

Les conflits ouverts devraient, hélas, perdurer. Et certains pourraient même s'étendre. La présence jihadiste au Sahel, avec des groupes qui se déplacent sans cesse entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, crée une forte instabilité y compris dans les pays limitrophes. "Toute cette région, par ailleurs déjà atteinte par les conséquences du réchauffement climatique, est touchée par cette instabilité", s'inquiète Pascaline Della Faille, *risk manager* chez Credendo.

Le conflit entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour l'hégémonie sur le monde musulman se traduit sur le terrain par la guerre au Yemen et indirectement au Liban et en Syrie. La situation politique en Iran peut ici amener à des évolutions très intéressantes. A l'inverse, les élections prévues l'an prochain en Turquie peuvent conduire à un renforcement des risques liés à ce pays, de plus en plus présent en Afrique et dans le monde musulman.

Les conflits latents vont-ils, eux, se concrétiser? Nous avons évoqué le cas des Balkans. Pour le reste, Tanguy Struye ne semble pas voir de nouvel embrasement à court terme. La Corée du Nord ne l'inquiète pas vraiment.

"Ce pays possède certes l'arme nucléaire mais il me semble dans une logique de survie plus que d'expansion, dit-il. Si elle ne se sent pas 'provoquée' par la communauté internationale, la Corée du Nord ne fera rien. A nous de jouer intelligemment dans les réponses que nous lui donneront."

Les visées chinoises sur Taiwan, souvent évoquées, ne devraient, selon lui, pas non plus conduire à un conflit militaire dans l'immédiat. "La Chine a évidemment les moyens militaires de détruire Taiwan, déclare Tanguy Struye. Mais si l'objectif est une réunification, quel serait l'intérêt de détruire, par exemple, les usines taiwanaises qui fabriquent les microprocesseurs pour toute la planète? La Chine n'est actuellement pas prête à occuper et administrer Taiwan. Je ne dis pas que cela ne se fera jamais mais je vois plutôt cela dans un horizon 2030-2035." Et d'ici là, énormément de choses peuvent venir contrecarrer les plans.

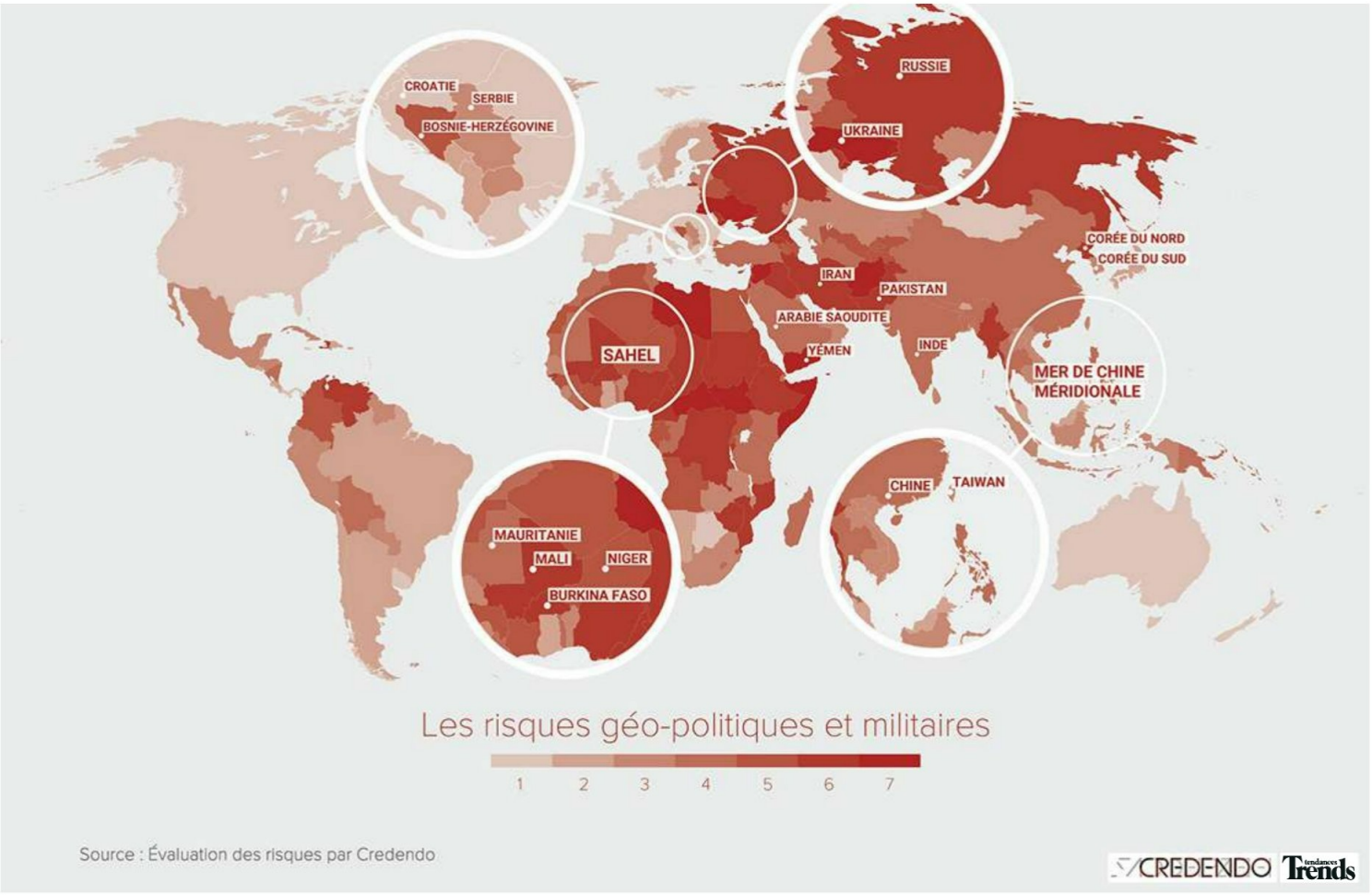
REUTERS

MANIFESTATIONS EN IRAN. Si une démocratie devait s'y installer, l'impact serait encore plus important pour l'Europe – dans un sens positif cette fois – que la guerre en Ukraine.

4. Quelles actions entreprendre pour éviter que ces risques ne se matérialisent?

"Nous passons d'un monde monopolaire – la pax americana – à un monde bi- voire multipolaire, constate plus généralement Nabil Jijakli, *deputy CEO* de Credendo. Les alliances traditionnelles sont remises en cause, parfois avec beaucoup d'opportunisme de la part des protagonistes." "C'est une des leçons de la guerre en Ukraine, ajoute Tanguy Struye. Nous parlons toujours de communauté internationale mais, dans les faits, seuls une quarantaine de pays ont appliqué des sanctions à l'égard de la Russie. Cette opposition à la Russie est très occidentale, des pays comme l'Inde, la Turquie ou le Mexique ne nous suivent pas."

"Pour moi, l'évolution de la situation en Iran est vraiment l'un des principaux pivots de 2023." TANGUY STRUYE (UCLOUVAIN)



Version optimiste : l'évolution vers un monde multipolaire peut aider l'Europe à s'affirmer politiquement, diplomatiquement et même militairement (le serpent de mer d'une Europe de la Défense a plus que jamais refait surface). Version pessimiste : tant que le monde n'aura pas retrouvé un nouvel équilibre, il y aura de l'instabilité et potentiellement plus de conflits ouverts entre deux ou plusieurs Etats. On l'a vu, l'Europe pourrait à nouveau être touchée, dans la région des Balkans.

"Dans ce monde-là, l'Europe doit ressortir une carte qu'elle a un peu trop oubliée : la carte diplomatique, estime Tanguy Struye. La diplomatie, c'est négocier, y compris avec les gens que nous n'aimons pas. Nous avons, en Europe, de vives réticences à ce propos, au contraire par exemple des Etats-Unis. Or, nous avons besoin d'une approche diplomatique plus active, plus dynamique."

"Nous devons évoluer d'une Europe naïve et divisée vers quelque chose de plus soudé, appuie Raphaël Cecchi, *risk analyst* chez Credendo. C'est dans l'intérêt des Etats européens, même si beaucoup subissent aussi des pressions nationalistes. L'accès aux matières premières devient un jeu crucial, notamment pour la transition énergétique et climatique. L'Europe doit s'adapter à cette donne."

Ce qui est vrai pour l'Europe l'est aussi pour les autres parties du monde. Si la gouvernance au niveau mondial, à travers les Nations unies, a montré ses limites, peut-être est-ce l'heure des organisations plus régionales ? "Si nous voulons réduire les risques politiques, une solution serait de renforcer les structures régionales de coopération, comme l'Asean ou la Ligue des Etats arabes", conclut Nabil Jijakli.

LES DETTES PUBLIQUES

Une cinquantaine de pays pourraient faire défaut sur leur dette

Les dettes publiques atteignent une ampleur inédite et leur restructuration paraît très aléatoire. Heureusement, les taux d'intérêt montent beaucoup moins vite que l'inflation. CHRISTOPHE DE CAEVEL

1. Quelles sont les zones où se situent les risques les plus aigus ?

Huit pays ont fait défaut ces derniers mois sur le remboursement de leur dette. Mais une cinquantaine d'autres pourraient suivre, fragilisés par la poussée inflationniste mondiale, la hausse du dollar et la remontée des taux d'intérêt. Parmi eux, on retrouve le Ghana, le Cameroun, le Sri-Lanka, le Pakistan ou le Liban.

"Un pays qui fait défaut, c'est dramatique pour lui. Mais si plusieurs dizaines de pays font défaut, l'impact global devient alors très conséquent", souligne Pascaline Della Faille, *risk manager* chez Credendo. "Une cinquantaine de pays sur le point de faire défaut, c'est colossal, abonde Sylviane Delcuve, économiste chez BNPP-Fortis. Le total de ces dettes à haut risque atteindrait les 250 milliards de dollars."

2. Quelles sont les zones où les choses s'améliorent ?

"Je ne vois malheureusement aucune amélioration, répond Sylviane Delcuve. Les gouvernements ont été appelés à l'aide lors de la crise du covid et, depuis, personne n'a pu réajuster le tir et redresser ses finances publiques." Il y a, certes, eu une brève reprise en 2021 mais aujourd'hui, les Etats doivent aider les ménages et les entreprises à résister à la hausse des prix énergétiques, investir dans la transition écologique et, comme si cela ne suffisait pas, l'invasion de l'Ukraine a fait prendre conscience à de nombreux pays européens du besoin de refinancer le secteur de la Défense. "Même l'Allemagne, d'ordinaire garante de l'orthodoxie budgétaire, a vu ses finances se dégrader, poursuit Sylviane Delcuve. Le système tient la route car les banques centrales sont devenues des planches à billets et financent cette hausse des dettes publiques."

L'exception, ce sont évidemment les pays producteurs de matières premières et singulièrement ceux qui exportent les produits énergétiques, comme le Qatar bien entendu, l'Angola ou l'Indonésie.

3. A quelles évolutions s'attendre dans les prochaines années ?

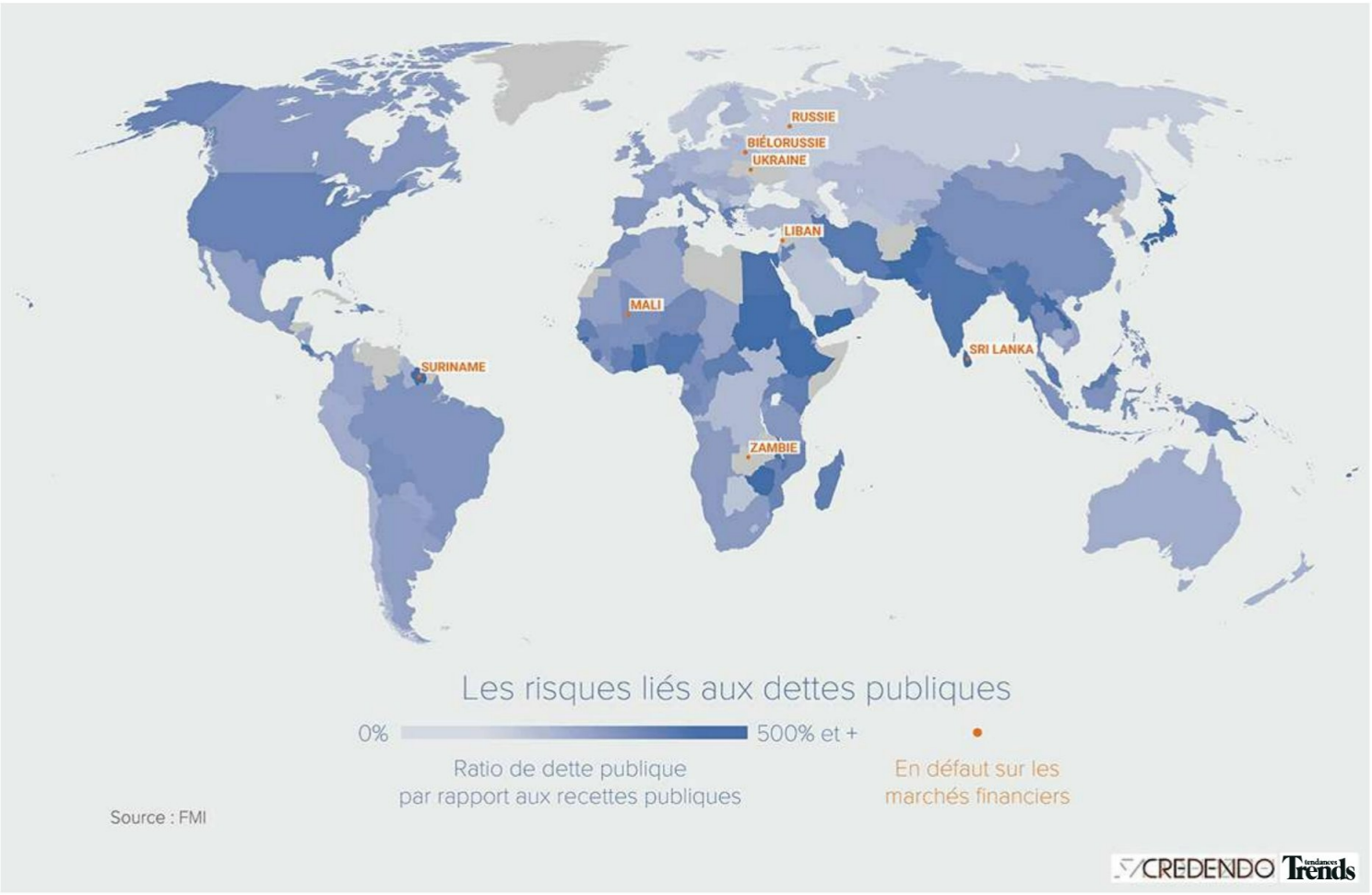
Le gros défi sera d'éviter une accumulation de défauts, ce qui aurait fatalement de gros impacts systémiques. "Le problème, c'est que cela devient très compliqué de restructurer les dettes, pointe Pascaline Della Faille. Dans les années 1990, les créances étaient surtout détenues par le Fonds monétaire international. Aujourd'hui, elles sont détenues par des banques, des fonds de pension, l'Etat chinois..." Réunir tous ces acteurs, aux intérêts parfois divergents, pour éviter l'emballement ne sera effectivement pas simple.

Ne croyons pas que l'Europe sera épargnée. Sylviane Delcuve rappelle ici que la dette italienne a atteint les 3.000 milliards d'euros. "C'est plus que la dette allemande pour un PIB qui fait la moitié du PIB allemand, dit-elle. Si les taux d'intérêt montent, c'est impayable pour l'Italie. Au vu de l'importance de cette économie, on ne pourra pas la sauver comme la Grèce. C'est une menace sur la zone euro."

La Chine n'est pas forcément mieux lotie. "La bulle de l'endettement chinois est en hausse constante, constate Raphaël Cecchi, *risk analyst* chez Credendo. Les autorités essaient d'éviter un effondrement du marché immobilier mais rien n'est acquis. C'est un gros point d'interrogation sur le futur économique de la Chine."

4. Quelles actions entreprendre pour éviter que ces risques ne se matérialisent ?

On l'a vu, la restructuration des dettes publiques semble très aléatoire aujourd'hui, même si le G20 semble vouloir essayer de jouer un rôle de pilotage en la matière. Réduire les dépenses publiques s'avère tout aussi aléatoire, au vu des défis climatiques et désormais



militaires aussi. "On peut toujours rogner sur quelques dépenses en jouant de la râpe à fromage mais, fondamentalement, je ne vois personne se lancer maintenant dans des politiques d'austérité", concède Sylviane Delcuve.

Pour elle, nous basculons, sans le dire clairement, vers un système à la japonaise, dans lequel les banques centrales et les banques privées achètent les obligations émises par les Etats qui ont trop dépensé. "Le Japon a trouvé un point d'équilibre entre le système bancaire et le gouvernement, qui fonctionne depuis une trentaine d'années, dit-elle. Ils ont commencé avec une dette de 120 % du PIB, elle est aujourd'hui de 250 % du PIB mais ça tourne et cela ne semble embêter personne."

L'une des caractéristiques de ce système, c'est la décorrélation entre les taux d'intérêt et l'inflation. C'est ce qui existe au Japon et c'est ce que nous voyons désormais chez nous. Cette année, l'inflation a bondi de 1 à 12 % tandis que les taux d'intérêt à long terme ne grimpaient que de 0 à 2 %. "C'est totalement inédit chez nous, affirme Sylviane Delcuve. Depuis les années 1960, les courbes d'évolution de l'inflation et des taux à 10 ans se suivent de manière fidèle. Il y a aujourd'hui une cassure. Et la seule explication, c'est le rôle des banques centrales qui ont acheté les obligations émises par les Etats. Nous avons, je pense, changé de modèle économique."

> **"Nous basculons vers un système à la japonaise, dans lequel les banques achètent les obligations émises par les Etats qui ont trop dépensé."**
> SYLVIANE DELCUVE (BNPP-FORTIS)

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

La seule issue est la coopération planétaire

Les impacts des dérèglements climatiques se font ressentir partout mais avec une intensité accrue en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud-Est. Les efforts pour enrayer le phénomène restent malgré tout insuffisants. CHRISTOPHE DE CAEVEL

1. Quelles sont les zones où se situent les risques les plus aigus?

"Aucun pays n'est immunisé face aux conséquences du réchauffement climatique", affirme Romain Weikmans, chercheur et enseignant en politique climatique à l'ULB. Les impacts sont toutefois de nature très différentes selon les situations géographiques (montée du niveau de la mer, vagues de chaleur, précipitations intenses, cyclones, etc.) et ils peuvent avoir des conséquences très inattendues. "La sécheresse de l'été dernier a provoqué le ralentissement fluvial en Allemagne, l'arrêt de centrales nucléaires en France faute d'eau de refroidissement, ou une perte de rentabilité des éoliennes, souligne Nabil Jijakli, *deputy CEO* de Credendo. Le phénomène est bien plus global qu'on ne le pense parfois. D'où l'urgence d'agir."

L'ampleur des impacts varie aussi selon le degré de préparation. Romain Weikmans cite volontiers l'exemple de l'île regroupant Haïti et la République dominicaine: les ouragans causent bien plus de dégâts du côté haïtien, où l'on n'a pas des services de secours et des équipes médicales équipées comme du côté dominicain. Si le réchauffement climatique impacte déjà toute la planète, ses effets directs sont bien plus dramatiques en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud-Est. Madagascar subit la première "famine climatique" de l'histoire, consécutive à quatre années consécutives de sécheresse et le Pakistan a vécu d'effroyables inondations. "Ce pays était déjà dans une situation financière délicate, précise Raphaël Cecchi, *risk analyst* chez Credendo. C'est pour moi l'un des premiers gros exemples de l'impact de la crise climatique sur les risques-pays, en dehors d'une série de petites îles."

2. Quelles sont les zones où les choses s'améliorent?

"De nombreux pays industrialisés ont commencé à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, c'est un signal très positif, estime François Gemenne, membre du Giec et professeur de géopolitique de l'Environnement à l'ULiège et à Sciences Po Paris. Il est faux de dire qu'on ne fait rien. Mais bien sûr, tous les pays n'agissent pas de la sorte et les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont continué à progresser de 1% par an." Et c'est bien là le problème car, comme le rappelle en clin d'œil Romain Weikmans, "qu'elle soit émise à Pékin, à Bruxelles, à New York ou ailleurs, une tonne de CO_2 a le même impact".

Au rayon des améliorations, François Gemenne évoque également "le déploiement massif" du solaire et, dans une moindre mesure, de l'éolien dans des pays émergents comme la Chine ou l'Inde.

"Des pays très exposés ont aussi développé des stratégies d'adaptation de plus en plus robustes, dit-il. Le Bangladesh est ainsi devenu l'un des champions de l'adaptation aux changements climatiques." Romain Weikmans abonde dans le même sens, en insistant sur le renforcement des systèmes de réaction rapide en cas de cyclone en Asie du Sud-Est. "Les gens reçoivent des alertes et savent comment réagir, explique-t-il. La mortalité due aux cyclones et ouragans a chuté de façon drastique dans des pays comme le Vietnam ou les Philippines. Cela montre que des réponses sont possibles, en tout cas jusqu'à un certain point. Mais bien entendu, il faut aussi agir sur les causes du réchauffement."

REUTERS

3. A quelles évolutions s'attendre dans les prochaines années?

Les quelques améliorations pointées ci-dessus sont loin d'être suffisantes pour endiguer le réchauffement climatique. "Les scénarios actuels sont basés sur un réchauffement de 2 °C d'ici la fin du siècle (*c'est le cas de notre carte, Ndlr*), précise Romain Weikmans. Les perspectives d'émission de gaz à effet de serre nous mènent cependant bien au-delà, jusqu'à + 2,8 °C voire plus. Cela change considérablement la donne." "Le continent le plus impacté à moyen terme est l'Afrique, appuie Nabil Jijakli. Il y a déjà de larges zones désertiques, les problèmes d'accès à l'eau vont s'intensifier, des forêts vont disparaître."

Comme il s'agit aussi d'un continent où la population devrait fortement augmenter, le défi devient colossal. Avec une forme d'injustice: les régions où le réchauffement génère ses premiers impacts les plus douloureux sont aussi celles qui ont le moins de responsabilité directe sur ce réchauffement. Les émissions de CO_2 par habitant atteignent en effet 14,8 tonnes en Amérique du Nord et 6,1 tonnes dans l'Union européenne, contre à peine 1,5 tonne en Asie du Sud et 0,7 tonne en Afrique subsaharienne (données de la Banque mondiale pour 2019).

"Le futur dépendra de notre capacité à coopérer avec les pays émergents, à leur transférer des technologies, à soutenir leurs investissements dans l'économie verte, résume François Gemenne. S'ils choisissent une trajectoire de développement carboné, la situation globale n'évoluera pas favorablement." Il souligne ce paradoxe, potentiellement dramatique pour l'avenir de la planète: le continent sur lequel l'énergie solaire se déploie le plus lentement est aussi celui qui reçoit le plus grand ensoleillement.

"Il faut vraiment mettre les bouchées doubles pour développer le solaire, et le renouvelable en général, en Afrique, dit-il. Sans cela, beaucoup de pays se tourneront vers les ressources fossiles qu'ils ont dans leur sous-sol."

Et le problème ne fera dès lors que s'aggraver.

"L'électrification du continent africain est effectivement l'une des clés de ce siècle, abonde Raphaël Cecchi. Selon qu'elle sera basée sur des énergies renouvelables ou des énergies fossiles, c'est tout notre futur qui sera impacté." Cet enjeu est peut-être une formidable opportunité pour l'économie européenne. "Nous avons des leaders mondiaux dans la transition énergétique, nous avons de grandes entreprises innovantes et des technologies que nous pouvons vendre, insiste Nabil Jijakli. L'Europe a loupé les Gafa mais elle a ici une belle occasion de reprendre son rang. Nous avons un rôle à jouer pour éviter des émissions liées au développement économique du continent africain. Le fait que nous ayons subi les premiers effets du réchauffement avec des sécheresses et des inondations permet une prise de conscience et une sensibilisation à la nécessité d'agir."

BELGAIMAGE

> **"Le futur dépendra de notre capacité à coopérer avec les pays émergents."** FRANÇOIS GEMENNE (ULIÈGE ET GIEC)

4. Quelles actions entreprendre pour éviter que ces risques ne se matérialisent?

Ces actions sont de deux ordres. Il faut à la fois agir en amont, sur les causes du problème, en accélérant la réduction des émissions de gaz à effet de serre; et en aval, en renforçant les défenses contre des phénomènes naturels dont l'intensification est de toute façon inévitable au cours des prochaines décennies. On l'a vu avec des dispositions prises, par exemple, dans certains pays du Sud-Est asiatique et qui pourraient en inspirer d'autres.

Pour Romain Weikmans, il faudra adapter nos réglementations pour limiter les dégâts causés par la montée des eaux, des mers comme des rivières. "Faut-il revoir l'aménagement du territoire pour empêcher des constructions dans des zones à risques, proches du lit des rivières ou même, de plus en plus, des bords de mer? , interroge-t-il. En France, on s'interroge même s'il ne faudrait pas exproprier et indemniser, au moins partiellement, certaines personnes."

Le chercheur de l'ULB cite l'exemple de Lacanau, une cité balnéaire cossue du Sud-Ouest de la France, où le trait de côte devrait reculer de 50 mètres d'ici 2050. Des chantiers de renforcement des digues ont été lancés mais elles ne suffiront sans doute pas à garantir la sécurité de toutes les constructions, parfois très luxueuses, du bord de mer. "Dans ces cas-là, qui indemnise-t-on et à quel niveau ? , poursuit Romain Weikmans.
La montée du niveau de la mer se matérialise déjà en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et même en Belgique. A un moment donné, construire des digues partout ne suffira plus et il faudra sans doute abandonner certaines zones."
En ce qui concerne l'action en amont, François Gemenne avance trois éléments. Tout d'abord, il insiste sur l'urgence d'avancer vers davantage de coopération pour combattre ce phénomène global (*lire par ailleurs*). Cela rejoint les propos mentionnés ci-dessus sur l'importance décisive d'investir dans un développement décarboné de l'Afrique. Ensuite, François Gemenne suggère d'oublier les objectifs de moyen et long terme pour définir des trajectoires.
"L'objectif de 1,5 ou 2 °C en 2100, de toute façon, ni vous ni moi ne serons là pour le vérifier, dit-il. Concentrons-nous sur des trajectoires, avec des balises précises qui permettent de corriger le tir

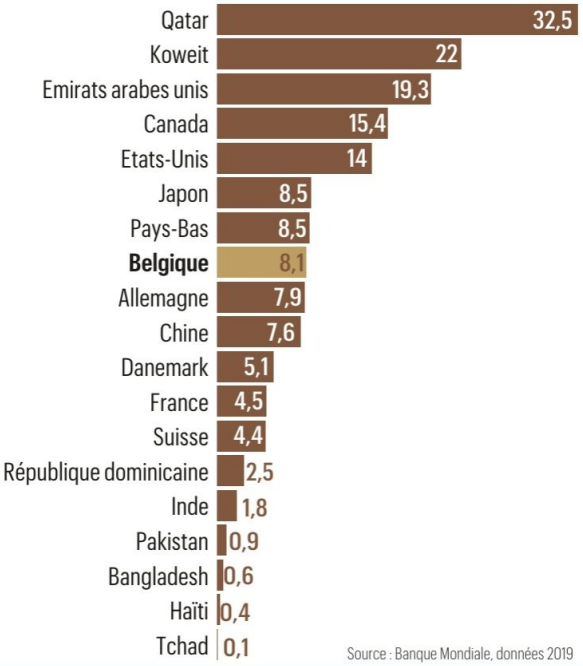
"Nous avons des leaders mondiaux dans la transition énergétique. L'Europe a ici une belle occasion de reprendre son rang."
NABIL JIJAKLI (CREDENDO)

F. GEMENNE: "LE NATIONALISME EST LE PIRE ENNEMI DU CLIMAT"

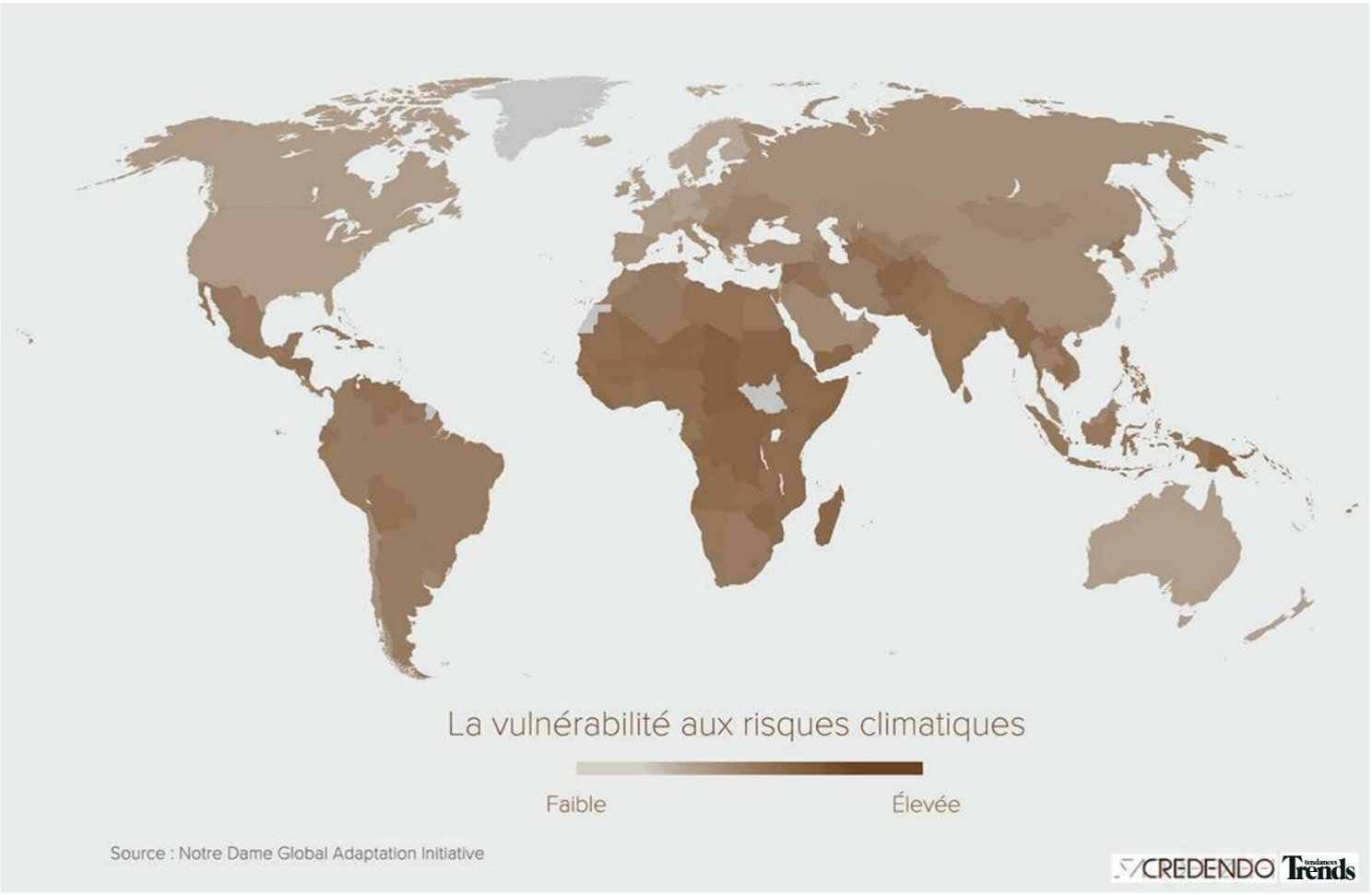
Les données de la Banque mondiale nous indiquent que les pays producteurs de pétrole et de gaz (Qatar, Koweït, Arabie saoudite) sont les plus gros émetteurs de CO_2 par habitant. Et parmi les plus faibles, on retrouve des zones particulièrement sensibles aux effets du réchauffement climatique comme l'Afrique sub-saharienne ou Haïti.
De tels classements ont évidemment un intérêt, en pointant les responsabilités. Mais ils ont un double écueil : une tendance à ne pas bouger tant que ceux qui polluent plus que nous ne bougent pas et une absence de la donne démographique. "Par habitant, les Chinois émettent près de deux fois moins de CO_2 que les Américains, note Nabil Jijakli. Mais quand vous multipliez ces chiffres par 1,3 milliard ou 300 millions d'habitants, cela change fondamentalement la perspective. Il y a un grand enjeu dans les pays émergents à forte population. Soit ils adoptent un comportement vertueux sur le plan des émissions, soit nous nous dirigerons tous vers quelque chose d'affolant."
"Nous avons malheureusement tendance à nous focaliser sur nos propres émissions et à leur réduction et à ne pas travailler suffisamment sur celles des autres, ajoute François Gemenne. Si nous pouvions essayer de réduire 'les' et non pas 'nos' émissions de gaz à effet de serre, nous ferions un grand pas en avant. Le nationalisme est le pire ennemi du climat. Si chacun reste concentré sur ce qui se passe à l'intérieur de ses frontières, nous n'y arriverons pas. Nous sommes condamnés à coopérer. On peut discuter du format ou des modalités des Cop mais nous avons besoin d'actions au niveau mondial.
Le climat futur de la Belgique dépend autant de ce qui se passe à Bruxelles qu'à Jakarta, au Caire ou à Lagos."

LE QATAR, ROI DU CO_2

Emissions de CO_2 / habitant



Source : Banque Mondiale, données 2019



si nécessaire." Enfin, il invite tous les acteurs à regarder la lutte contre le changement climatique comme "un projet qui nous entraîne et dans lequel on jette toutes ses forces" plutôt que comme "une contrainte face à laquelle on essaie toujours d'en faire le moins possible". Ce projet pourrait-il être celui du parti technologique, de l'investissement dans la recherche pour inventer les solutions au défi climatique ? "Je souhaite que nous y arrivions, que l'avion à hydrogène ou la fusion nucléaire, pour citer deux exemples, deviennent réalité, répond François Gemenne.

Mais cela risque d'arriver beaucoup trop tard. Nous avons une dizaine d'années pour infléchir les trajectoires, nous ne pouvons pas tout miser sur ces solutions technologiques. Cela ne peut pas être une excuse supplémentaire pour éviter de repenser nos modes de vie et de consommation." Il rappelle par ailleurs l'action de Bertrand Piccard et de ses 1.000 solutions propres et rentables. "Les technologies nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans les accords de Paris, nous les avons déjà, conclut François Gemenne. Ce qui manque, c'est la volonté de les déployer, car nous nous heurtons à des intérêts contraires. Ces technologies ne sont par ailleurs pas encore suffisamment disponibles dans les pays du Sud."

"La mortalité due aux cyclones a chuté de façon drastique au Vietnam et dans les Philippines. Cela montre que de réponses sont possibles." ROMAIN WEIKMANS (ULB)

LE RISQUE DÉMOGRAPHIQUE

Le défi : gérer la surpopulation africaine

Les régions qui connaissent la plus forte croissance démographique sont également celles qui sont les plus soumises aux effets du réchauffement climatique. Ce choc va décupler les tensions migratoires, essentiellement vers l'Europe. CHRISTOPHE DE CAEVEL

1. Quelles sont les zones où se situent les risques les plus aigus ?

Le risque démographique est double. Dans certaines parties du monde, c'est la croissance de la population qui met la pression sur l'accès aux ressources. C'est le cas sur le continent africain et, dans une moindre mesure, dans le sud de l'Asie. La population africaine devrait bondir de 1,2 milliard aujourd'hui à 4 milliards à l'horizon 2100. « C'est l'enjeu principal, estime Nabil Jijakli, *deputy CEO* de Credendo. Comme l'Afrique subsaharienne est aussi la zone où les effets du changement climatique se feront le plus douloureusement sentir, cela va générer des flux migratoires qu'il faudra gérer. L'équation est là. »

François Gemenne, membre du Giec et professeur de géopolitique de l'Environnement à l'ULiège et à Sciences Po Paris, pointe également l'évolution démographique indienne. « Nous avons une forte natalité dans une zone très exposée aux impacts des changements climatiques et qui connaît une logique de développement assez rapide, dit-il. A quel moment et comment les courbes du développement et de la démographie vont-elles se croiser ? Cette question est cruciale pour l'évolution du climat. »

Dans d'autres parties du monde, la démographie est en baisse. Cela se manifeste déjà dans les Balkans, en Chine (la politique de l'enfant unique a totalement déséquilibré la pyramide des âges), au Japon et à terme, elle devrait toucher toute l'Europe occidentale.

« Faire repartir l'économie d'un pays avec une population vieillissante, c'est beaucoup plus compliqué qu'avec une population jeune, dit Sylviane Delcuve, économiste chez BNPP-Fortis. Ce sont des tendances très difficiles à inverser. Je pense au contraire que le covid a accentué cette tendance fondamentale à avoir moins d'enfants. »

« On ne réalise pas encore à quel point la démographie chinoise va s'effondrer, ajoute François Gemenne. La Chine a vu naître 11 millions d'enfants l'an dernier, c'est le chiffre le plus bas depuis 1978. Cela va sans doute aider à atteindre le pic des émissions de gaz à effet de serre plus vite que prévu, ce qui est plutôt une bonne nouvelle, mais cela pose plein d'autres problèmes. »

« La croissance de la population va accentuer la pression sur les ressources et cela pourrait mener à plus de pandémies. »

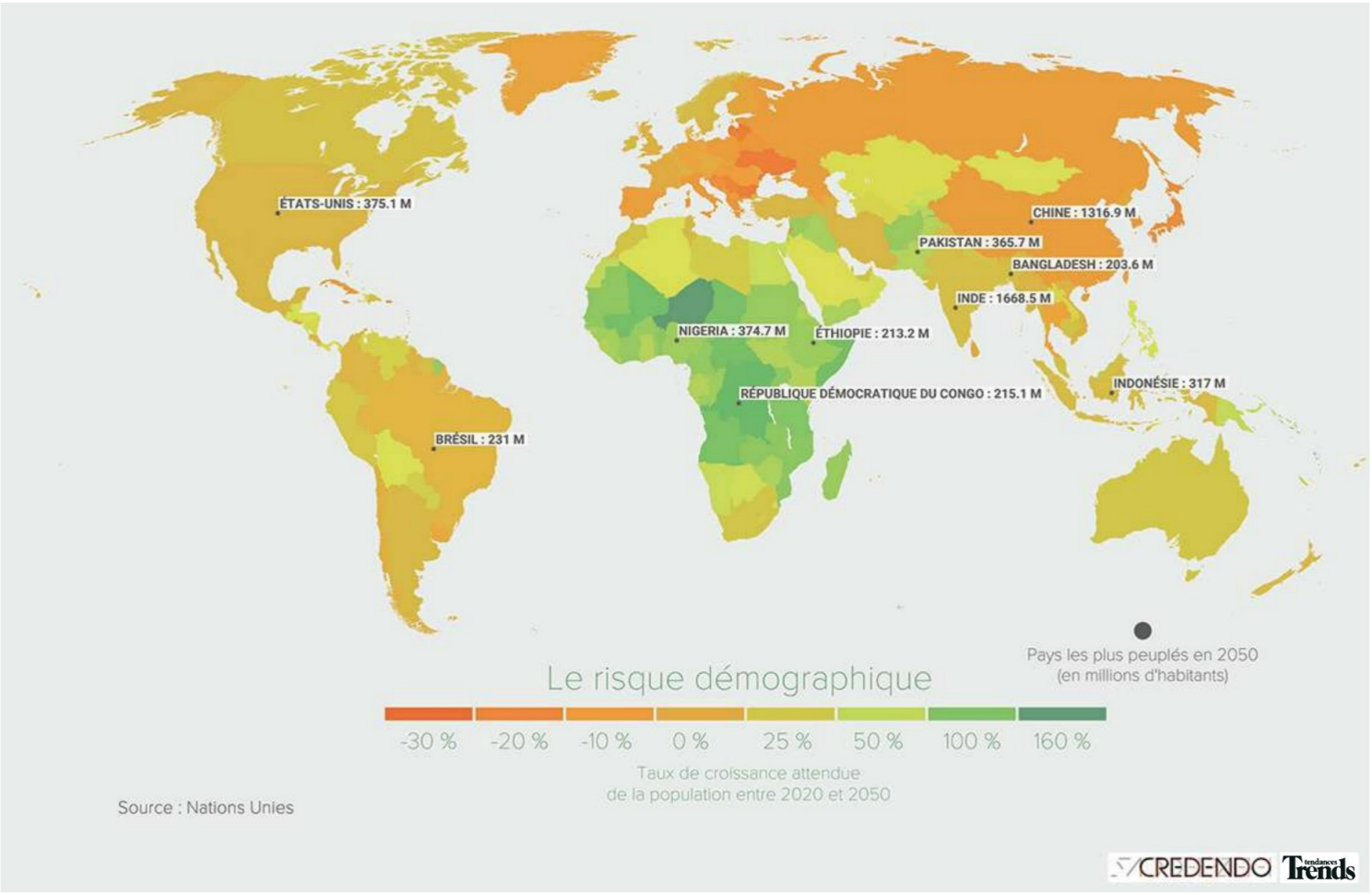
RAPHAËL CECCHI (CREDENDO)

2. A quelles évolutions s'attendre dans les prochaines années ?

Nous venons de franchir la barre des huit milliards d'êtres humains. Les Nations unies ont élaboré plusieurs scénarios pour l'horizon 2100. Celui qui est le plus fréquemment retenu prévoit 11 milliards d'habitants à la fin du siècle. « Cela va accentuer la pression sur les ressources et cela pourrait mener à plus de pandémies, prévient Raphaël Cecchi, *risk analyst* chez Credendo. Nous avons tendance à vouloir un même mode de vie. Si nous avions une approche plus rationnelle des limites des ressources de la planète, nous serions sans doute capables d'assumer cette croissance de la population. »

« La population africaine va plus que doubler, ajoute Tanguy Struye, directeur du Centre d'étude des crises et des conflits internationaux (UCLouvain). Nous aurons une population jeune, directement touchée par le changement climatique et vivant dans des Etats souvent faillis. Si nous n'investissons pas massivement pour le développement de l'Afrique, nous le paierons cash dans 10 ou 15 ans. Ce n'est pas un 'cygne noir', nous savons très bien que cela va nous tomber dessus et pourtant, l'Afrique a disparu de la plupart de nos radars. Nous avons pu dégager des moyens pour soutenir l'Ukraine, pourquoi ne pouvons-nous pas le faire pour le Pan-Sahel ? C'est maintenant qu'il faut s'en préoccuper. »

Tanguy Struye relève aussi le problème inverse pour l'Europe et cite le chiffre alarmant de 10 millions de postes vacants en Europe dans les décennies à venir. « Le débat sur



l'immigration devrait dès lors s'intensifier dans les prochaines années", dit-il. On notera par ailleurs que le risque démographique, à la hausse comme à la baisse, semble épargner le continent américain ainsi que l'Australie.

3. Quelles actions entreprendre pour éviter que ces risques ne se matérialisent?

Les scénarios pour notre avenir démographique invitent à miser sur les vases communicants et le déplacement de population des zones surpeuplées vers celles qui sont en décroissance. "L'immigration régulée fait partie de la solution au vieillissement de la population dans certaines régions du monde ainsi qu'aux changements climatiques, affirme Nabil Jijakli. C'est clairement positif, à condition qu'il y ait bien une régulation et non cette forme d'improvisation que nous connaissons ces dernières années dans nos politiques migratoires."

Là où il faut ralentir la croissance démographique, essentiellement en Afrique et dans une partie de l'Asie, le meilleur levier semble être le développement économique. C'est pour cela que Tanguy Struye plaide pour des investissements massifs en Afrique. L'histoire nous montre en effet qu'une croissance économique facilite l'accès des femmes à l'éducation et des couples à la contraception. Et plus généralement, elle permet aux familles de ne plus devoir utiliser leurs enfants comme outils de production.

Relancer la croissance démographique semble plus compliqué. Les politiques natalistes génèrent rarement les effets escomptés. "Je pense que c'est lié à la conception que les gens ont de l'avenir, analyse François Gemenne. Il y a une ou deux générations, les gens étaient convaincus que leurs enfants connaîtraient une vie meilleure, plus facile que la leur. Ça s'est complètement renversé. On le voit avec tous ces jeunes qui ne veulent pas avoir d'enfants, notamment pour des considérations climatiques."

Il plaide dès lors pour injecter de l'espoir dans les discours politiques afin de briser "cette forme de désespérance qui gagne la population".

"Arrêtons ces discours défaitistes, ils ne faut pas laisser croire que rien ne se fait, que rien n'avance, insiste-t-il. Des actions sont menées à différents niveaux, il faut les faire connaître et amplifier le mouvement. Les entreprises, notamment, agissent: elles se rendent compte que la transition économique, c'est dans leur intérêt. Elles ont souvent des leviers plus efficaces que les Etats car elles peuvent planifier leurs actions et, pour les grandes entreprises en tout cas, les déployer hors de leurs frontières."

LE RISQUE INFLATIONNISTE

L'inflation, la mauvaise surprise de 2022

Le pic d'inflation est sans doute derrière nous mais nos économies devront réapprendre à vivre avec de l'inflation. Et ce n'est pas forcément une mauvaise chose. CHRISTOPHE DE CAEVEL

1. Quelles sont les zones où se situent les risques les plus aigus?

C'est la plus équilibrée de nos cinq cartes, celle où l'on voit le moins nettement de grandes zones géographiques à risque aigu se détacher. La poussée inflationniste touche quasiment toute la planète, avec quelques exceptions notables comme le Japon ou la Chine. Elle provient de la crise covid, de ses répercussions sur les chaînes d'approvisionnement et de la rapide reprise en 2021. Cela a entraîné des tensions sur les prix des matières premières et tout s'est emballé avec la guerre en Ukraine et son impact direct sur les prix de l'énergie. " C'est la mauvaise surprise de 2022, affirme Sylviane Delcuve, économiste chez BNPP-Fortis. La guerre en Ukraine a accentué une situation qui était déjà là en 2021. Ce qu'on a fait à l'économie mondiale avec le covid et la sortie de la pandemie a tout déréglé."

Ce contexte général est aggravé dans certains pays comme la Turquie ou l'Argentine, qui ont suivi des politiques budgétaires peu orthodoxes dans l'espoir de booster la croissance. " Une forte inflation, c'est un affaiblissement généralisé de la population et cela entraîne souvent des troubles sociaux, souligne Nabil Jijakli, *deputy CEO* de Credendo. Souvenons-nous que ce sont des marches de la faim qui ont ouvert le printemps arabe en 2010-2011." Ici, nous le voyons déjà dans certains pays d'Amérique latine comme le Panama ou le Pérou mais aussi au Kazakhstan. L'impact le plus brutal de cette inflation mondialisée, c'est toutefois les populations d'Afrique qui le subissent. "

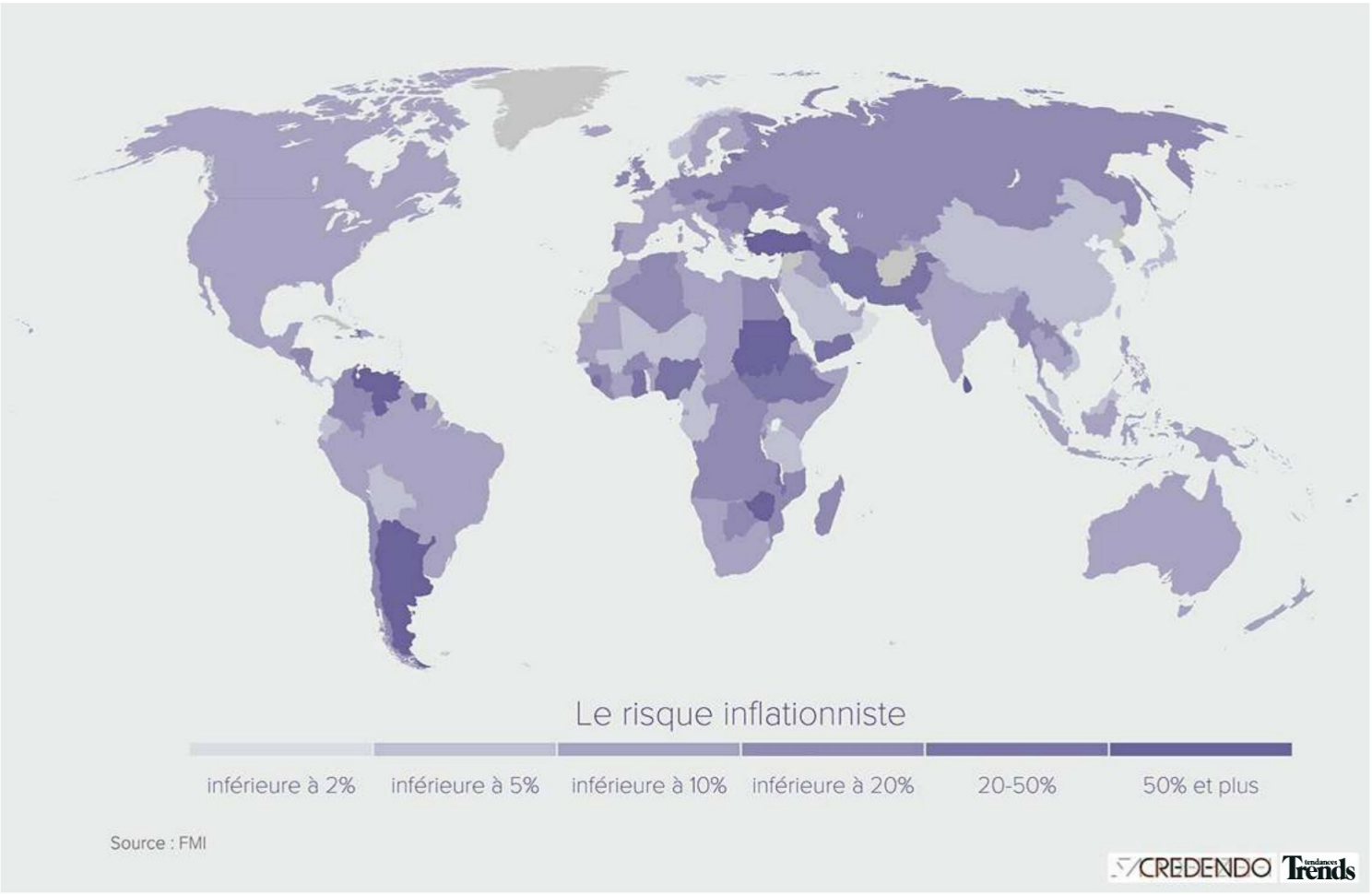
" Dans de nombreux pays africains, un problème d'inflation, c'est un problème de survie, dit Sylviane Delcuve. Et c'est encore plus vrai maintenant que ce continent est touché par le réchauffement climatique. Les gens doivent tout simplement sauver leur peau. Ils essayent de trouver un avenir ailleurs et cela risque d'accentuer les tensions migratoires en Europe. "

2. Quelles sont les zones où les choses s'améliorent?

La brusque poussée inflationniste mondiale ne laisse que très peu de possibilités d'évitement pour les Etats. Raphaël Cecchi, *risk analyst* chez Credendo, relève toutefois quelques améliorations en Asie du Sud-Est. " L'inflation y reste contenue car ces pays sont à proximité des principales sources d'approvisionnement et peuvent se fournir assez facilement en énergie, dit-il. Plusieurs pays de ces régions ont des fondamentaux qui ne sont pas trop mauvais et peuvent dès lors dégager des subventions alimentaires pour les populations les plus fragilisées. C'est ce que parvient à faire l'Inde également."

Un peu plus au nord, en Chine et au Japon, l'inflation ne connaît pas le même emballement qu'en Europe. Le Japon en raison de son modèle écono-

> **"Les marges des entreprises sont sous pression, il faut absolument les soutenir pour conserver un tissu industriel en Europe."** PASCALINE DELLA FAILLE (CREDENDO)



mique particulier (*voir le volet sur la dette*) et la Chine car elle est en phase de ralentissement économique. "La Chine connaît le problème inverse au nôtre, analyse Sylviane Delcuve. Elle a un vrai problème de dynamisme économique et essaie de relancer la machine en baissant les taux d'intérêt là où nous les remontons pour maîtriser l'inflation."

3. A quelles évolutions s'attendre dans les prochaines années?

"La période de basse inflation est terminée, on ne doit pas s'attendre à ce qu'elle redescende sous les 2% dans les prochaines années." Nabil Jijakli confirme que nos économies devront réapprendre à vivre avec une inflation élevée. Plusieurs tendances poussent en effet les prix à la hausse. Il y a tout d'abord le mouvement vers une certaine déglobalisation, amorcé lors de la crise du covid. Si des productions sont rapatriées en Europe pour limiter les coûts et l'impact "climat" du transport, cela se traduira a priori par des prix plus élevés qu'en production asiatique. Ensuite, il y a les tensions géopolitiques qui incitent à revoir et à fragmenter certaines chaînes d'approvisionnement, non plus pour des raisons de coût ou de fiabilité mais pour des raisons clairement politiques. Enfin, il y a la décarbonation de l'économie. "Elle décuple la demande pour certaines matières ou certains biens, dit Raphaël Cecchi, et cela pousse logiquement leurs prix à la hausse." Cette décarbonation exige, en outre, des investissements gigantesques et comme de nombreux pays industrialisés lancent leurs plans simultanément, cela favorise l'inflation. Le retour de l'inflation n'est pas forcément une mauvaise chose pour les économies des pays industrialisés. "Le monde vit

mieux avec un peu d'inflation, les 2 % que nous avions ces dernières années, c'était peut-être trop bas, avance Sylviane Delcuve. Le choc que nous avons eu cette année, évidemment c'est beaucoup trop rapide. Il y a eu un emballement que nous avons pu constater quasiment d'une semaine à l'autre en faisant nos courses. Les banques centrales essayent de rectifier le tir en remontant les taux et je pense que cela va fonctionner. Nous avons passé le pic de l'inflation et si nous pouvions nous stabiliser entre 3 et 5 %, ce ne serait pas plus mal. C'est même plutôt salutaire pour les pays endettés, car ce niveau d'inflation permet de 'manger' progressivement la dette."

Nabil Jijakli partage globalement l'analyse. Il pointe toutefois un écueil pour les économies européennes. "Au contraire des Etats-Unis, notre inflation est importée, explique-t-il. Or, la politique monétaire est largement impuissante face à une inflation provenant des prix énergétiques et des matières premières. Elle peut en revanche être efficace contre un autre risque qui nous guette : l'inflation de second tour. Que ce soit de manière automatique comme en Belgique ou négociée comme chez nos voisins, les salaires tendent à suivre la courbe d'augmentation des prix. Ils génèrent à leur tour de l'inflation, avec un risque de spirale comme nous l'avons connu dans les années 1980."

4. Quelles actions entreprendre pour éviter que ces risques ne se matérialisent?

Les politiques monétaires peuvent permettre de limiter l'inflation mais sans doute pas de l'annuler. Cette situation est plus que périlleuse pour de nombreuses entreprises qui, notre baromètre des exportateurs l'a encore montré, ne peuvent pas toutes répercuter la hausse des prix énergétiques dans leurs prix de vente.

> **"Le vrai défi pour l'Europe, c'est de retrouver une énergie à un prix correct."**
> SYLVIANE DELCUVE (BNPP-FORTIS)

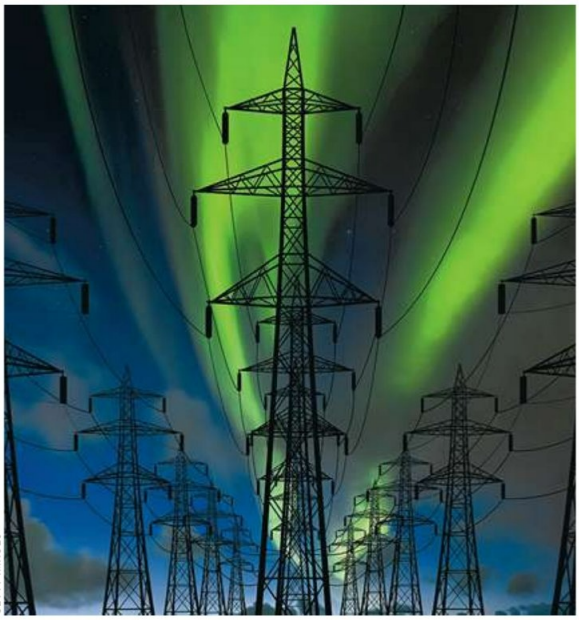
"Les marges des entreprises sont sous pression, dit Pascaline Della Faille, *risk manager* chez Credendo. Il faut absolument veiller à soutenir ces entreprises pour conserver un tissu industriel en Europe. Les Etats-Unis en sont conscients et ils y vont plein pot dans le soutien à leurs industries."

Sylviane Delcuve redoute aussi une catastrophe économique au début 2023, avec une explosion du nombre de faillites. La filière alimentaire a donné l'alarme, dans les boulangeries et les boucheries notamment, mais l'industrie lourde (cimenteries, verre, etc.) est désormais en péril avec le niveau des prix énergétiques.

"Le vrai défi pour l'Europe, c'est de retrouver une énergie à un prix correct, dit-elle. Aujourd'hui, nous importons du gaz liquide des Etats-Unis. Cela nous aide à passer l'hiver mais cela nous coûte une fortune. Notre indépendance va s'organiser mais le processus risque d'être très lent et très coûteux. Faire marche arrière sur l'arrêt du nucléaire semble plus compliqué que prévu et les tentatives de plafonnement des prix se heurtent au lobby des producteurs."

On ne peut que regretter que cette transition énergétique n'ait pas été menée avec plus d'allant et que les solutions doivent maintenant être imaginées dans l'urgence. Comme on ne peut que regretter que nos économies n'aient pas été mieux préparées à un retour de l'inflation. "Cela fait une douzaine d'années que la Banque centrale injecte des liquidités dans l'économie européenne, rappelle Sylviane Delcuve. Quand la planche à billets tourne comme ça, un jour ou l'autre il y a de l'inflation. On aurait sans doute eu un choc inflationniste, même sans l'Ukraine. Mais là, on a pris la claque en un coup, presque sans rien voir venir. Les spécialistes de la géopolitique nous disaient bien qu'il y avait une menace russe sur l'Ukraine mais bon, quand c'est lointain, personne ne veut le croire. Et c'est sans doute un peu la même chose aujourd'hui pour la Chine et Taiwan."

LA FLAMBÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE, un risque majeur pour les entreprises.



GETTY IMAGES